

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/CTE/W/214
IP/C/W/350
26 juin 2002
(02-3550)

Comité du commerce et de l'environnement
Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

SÉMINAIRE SUR LES SYSTÈMES DE PROTECTION ET DE COMMERCIALISATION DES SAVOIRS TRADITIONNELS

Communiqué – New Delhi, 3-5 avril 2002

Communication de la CNUCED

Paragraphe 32 ii)

1. Un séminaire international réunissant des représentants du Brésil, du Cambodge, du Chili, de la Chine, de la Colombie, de Cuba, de l'Égypte, du Kenya, du Pérou, des Philippines, de Sri Lanka, de la Thaïlande, du Venezuela et de l'Inde s'est tenu à New Delhi du 3 au 5 avril 2002. Il était organisé sous les auspices de l'Inde et de la CNUCED. Outre les délégations nationales, un certain nombre d'experts internationaux et de représentants d'organisations internationales s'y sont exprimés. Les sujets traités ont été notamment la commercialisation des savoirs traditionnels, l'échange d'expériences entre les pays en matière de systèmes de protection des savoirs traditionnels, y compris les systèmes *sui generis*, et la dimension internationale de la protection des savoirs traditionnels.

2. Conscients des pertes graves et irréversibles causées à la biodiversité dans le monde, les participants ont estimé qu'il fallait créer et renforcer les systèmes de protection de la biodiversité et des savoirs traditionnels, des innovations et des pratiques qui s'y rattachent. Dans ce contexte, ils ont exprimé le besoin de comprendre la viabilité des divers instruments, y compris les systèmes de protection *sui generis* et leur reconnaissance au niveau international. Ce sujet a été débattu dans diverses instances intergouvernementales, dont l'OMC, l'OMPI, la Convention sur la diversité biologique, la CNUCED et la FAO. Plusieurs pays ont dit fermement qu'il fallait trouver de nouveaux moyens de protéger les savoirs traditionnels compte tenu de la mondialisation croissante et de ses effets sur les communautés locales et autochtones. Les participants ont déclaré avec force que, outre les droits de propriété intellectuelle qui existaient actuellement, il fallait étudier de façon complète des systèmes adaptés inspirés des expériences nationales reposant sur le droit coutumier et d'autres moyens.

3. Les participants ont observé que les communautés traditionnelles et locales élaboraient au cours de leur histoire des formes coutumières et autres de protection des savoirs traditionnels, qui permettaient la conservation et le développement de ces savoirs. Les pertes causées à la biodiversité et aux savoirs traditionnels qui s'y rattachent sont dues en partie à l'expansion de la mondialisation. Elles sont aussi dues en partie à un détournement des savoirs traditionnels imputable, entre autres, au fait que les brevets ne sont pas correctement délivrés et que les détenteurs de savoirs traditionnels ne sont pas récompensés dans le système de brevets. Ces questions ont été débattues comme faisant partie de celles auxquelles il faut remédier d'urgence. Pour compenser ces effets de la mondialisation, des systèmes *sui generis* ont été élaborés au niveau national, afin de protéger les savoirs traditionnels et de récompenser leurs détenteurs. Mais, même s'ils offrent effectivement les moyens de protéger et de développer les savoirs traditionnels au sein des juridictions nationales, les participants ont estimé

./.

que les systèmes nationaux ne suffisaient pas en soi à protéger et à préserver entièrement les savoirs traditionnels. Ainsi, le fait qu'un office des brevets national ait les moyens d'empêcher le biopiratage et de mettre en place des mécanismes de consentement éclairé pour que les détenteurs de savoirs traditionnels puissent être récompensés n'entraîne pas *ipso facto* des mesures similaires concernant les demandes de brevets dans les autres pays. On a donc estimé qu'il fallait un cadre international pour protéger les savoirs traditionnels. À cet égard, on a jugé que les formes actuelles de régime de protection des droits de propriété intellectuelle ne reconnaissent peut-être pas suffisamment les droits des détenteurs de savoirs traditionnels. De même, les mécanismes de partage des avantages mis en place par la législation nationale devraient être reconnus dans les pays utilisateurs.

4. La commercialisation des produits et services dérivés des savoirs traditionnels devrait, lorsqu'il y a lieu, être encouragée, et il faudrait mettre l'accent sur un partage équitable des avantages avec les communautés locales et autochtones, avec leur consentement préalable éclairé. À cette occasion, il faudrait se préoccuper en particulier de l'utilisation et de la gestion durables des ressources biologiques. Les participants ont estimé que le transfert, l'utilisation et la commercialisation des savoirs traditionnels devraient se faire selon des modalités et conditions justes et équitables, qui devraient faire l'objet d'un ensemble de principes directeurs élaborés avec l'aide des organisations internationales intergouvernementales compétentes. Lorsque la commercialisation de produits dérivés des savoirs traditionnels a lieu en dehors du pays d'origine, il faut établir des mécanismes permettant un partage équitable des avantages.

5. Les discussions ont ensuite porté sur la détermination des éléments essentiels d'un cadre pour la reconnaissance internationale des divers systèmes *sui generis* – droit coutumier et autres – qui permettent de protéger les savoirs traditionnels. On a suggéré les éléments suivants: i) protection locale des droits des détenteurs de savoirs traditionnels grâce à des régimes *sui generis* au niveau national, comprenant entre autres le droit coutumier, et respect effectif de ces régimes assuré grâce, par exemple, à des moyens tels que la courtoisie positive des systèmes de protection pour les savoirs traditionnels; ii) protection des savoirs traditionnels au moyen de registres de bases de données sur les savoirs traditionnels, afin d'éviter des détournements; iii) procédure en vertu de laquelle les savoirs traditionnels d'un pays ne pourraient être utilisés, en particulier pour demander une protection des droits de propriété intellectuelle ou pour la commercialisation, qu'après que l'autorité nationale compétente du pays d'origine aurait délivré un certificat attestant que l'origine est révélée et que le consentement préalable éclairé a été obtenu, y compris l'acceptation des conditions relatives au partage des avantages; et iv) adoption d'un instrument international qui reconnaisse une telle protection nationale. Non seulement cela empêcherait les détournements, mais cela permettrait de faire respecter au niveau mondial les mécanismes nationaux de partage des avantages et les lois en la matière.

6. Les participants ont recommandé que leurs pays collaborent au sein de diverses instances intergouvernementales, notamment la Convention sur la diversité biologique, la FAO, l'OMPI, l'OMC et la CNUCED, afin de mettre au point un cadre international pour la reconnaissance des systèmes nationaux de protection des savoirs traditionnels, y compris les divers systèmes *sui generis*. Ils ont jugé que c'était particulièrement pertinent et urgent dans le contexte du programme de travail actuel issu de la Déclaration ministérielle de Doha. Des travaux plus approfondis devraient aussi être effectués par des organisations intergouvernementales, dont la CNUCED, sur la protection et la commercialisation des savoirs traditionnels, afin d'en favoriser l'utilisation durable.
